



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 394 du 27 juillet 2025

Au sommaire :

- **L'affaire Epstein-Trump, décomposition morale de l'oligarchie dominante et menace de dictature populiste - Yvan Lemaitre**
- **Nouvelle période du développement capitaliste, financiarisé et mondialisé, quelles perspectives et stratégie révolutionnaires ? - Daniel Minvielle**

L'affaire Epstein-Trump, décomposition morale de l'oligarchie dominante et menace de dictature populiste

A peine plus d'un mois après la rupture et le départ de Musk alors qu'il est en place depuis six mois, Trump se trouve confronté à un nouvel épisode d'une crise politique qui semble devoir se transformer en crise chronique voire permanente en résonance avec l'instabilité engendrée par l'offensive globale dans laquelle s'est engagée la première puissance mondiale pour tenter de perpétuer son hégémonie.

L'affaire Epstein sujet de ce nouveau scandale politique avait été remise sur la table par Musk, la vengeance d'un vieil ami... Elle a été relancée par l'annonce, le 7 juillet, par une juge proche de Trump, qu'il n'existait pas de liste des clients du spéculateur financier new-yorkais Epstein, condamné pour trafic sexuel de mineures et retrouvé pendu dans sa cellule en 2019, un présumé suicide, alors que cette même juge disait peu auparavant que la liste était sur son bureau... Puis, le 17 juillet, le fort peu contestataire Wall Street Journal – propriété du magnat des médias, ami de Trump, Murdoch, qui possède aussi la chaîne Fox News – publiait un article sur les liens complices et les affinités, au début des années 2000, du futur président avec le trafiquant sexuel. Trump avait accusé les Démocrates d'avoir organisé une conspiration pour dissimuler les crimes du prédateur sexuel, complotisme qui se retourne contre lui. Il se trouve maintenant au centre des accusations qu'il portait contre les Démocrates alors qu'il s'avère être lui-même impliqué.

Devant l'ampleur de l'indignation au sein même de son mouvement, « *Make America Great Again* », et des Républicains, Trump a attaqué le Wall Street Journal, « *torchon dégoûtant et sale* » avant de porter plainte contre lui pour diffamation en exigeant 10 milliards de dollars. L'occasion aussi de renforcer son offensive, menée par le FBI, contre les médias, en particulier l'audio-visuel public auquel il a, par ailleurs, décidé de retirer des financements.

La Chambre des représentants a été saisie d'une demande par un élu républicain, appuyé par les Démocrates, d'un

vote sur une résolution appelant à la publication des documents judiciaires sur le criminel sexuel ex-ami de Trump. Dénonçant des « *manœuvres politiciennes* », le chef républicain de la chambre a préféré suspendre celle-ci jusqu'en septembre. Et Trump tente de détourner la colère populaire en accusant Obama « *de tentative de coup d'État* » en 2016...

Des centaines de dirigeants politiques et économiques, républicains et démocrates, banquiers et PDG, sont impliqués dans le scandale Epstein dans lequel des milliers de victimes ont été identifiées. Il est le symbole écœurant de la corruption et de la décomposition morale qui règnent au sein de l'oligarchie au pouvoir qui traite des êtres humains comme des objets à leur disposition, utilisés pour accroître leur richesse et leur pouvoir ou satisfaire leurs plaisirs pervers au mépris de jeunes femmes achetées et jetées comme des jouets sexuels.

La vérité étouffée tant par les Démocrates que les Républicains ne sera probablement jamais connue mais que le scandale devienne une crise politique attisée par un fidèle soutien de Trump est symptomatique d'un malaise plus profond. Le Wall Street journal et Murdoch étaient de ceux qui, avec Musk, avaient affiché leur opposition au budget et leurs réticences face à la guerre commerciale.

Cette crise au sein de l'establishment républicain trouve un écho au sein des classes populaires écœurées et confrontées à la brutalité de la politique des milliardaires, à la duplicité, aux mensonges de celui qui prétendait rendre à l'Amérique sa grandeur et défendre les travailleurs et qui, dans la réalité, sert les milliardaires et ses ambitions personnelles, voudrait imposer sa dictature, engage une guerre commerciale chaotique pour défendre la suprématie américaine et au final, loin de faire la paix, poursuit les guerres sans fin de Biden.

Retournement d'opinion et discrédit

Au sein même du monde du travail et des classes populaires qui avaient cédé aux illusions vendues par Trump,

l'opinion commence à se retourner contre le démagogue qui se vantait d'apporter du travail et d'aider les déshérités victimes de la politique des Démocrates. Ses premières mesures ont été de licencier massivement dans les services publics essentiels avant que ne soit adopté son « *Big Beautiful Bill* », un budget réactionnaire accordant d'énormes avantages fiscaux aux ultra-riches, payés directement par des coupes dans toutes les dépenses publiques, l'éducation, dans Medicaid -un programme d'assurance maladie gouvernemental utilisé par 71 millions de personnes- et dans les bons d'alimentation pour les plus pauvres.

Alors que la politique contre les migrants est de plus en plus contestée et commence à se retourner contre lui à la fois à cause de son absurdité économique et aussi de la violence inhumaine des rafles de type militaire contre des familles démunies, l'ICE, la police des frontières, intensifie sa guerre contre les migrants sous la pression de Trump. Après le drame des inondations au Texas, le climat-scepticisme et le mépris de l'écologie de Trump sont de plus en plus rejetés ainsi que la politique anti-vax du ministre de la santé, Robert Kennedy, alors que le pays voit une épidémie de rougeole, maladie éradiquée, se propager à nouveau du fait de l'insuffisance de vaccinations.

La guerre commerciale décrétée le 2 avril, *Liberation Day*, « *un des jours les plus importants de l'histoire américaine* », prétendait soumettre la quasi-totalité du monde à des droits de douane drastiques. Après avoir provoqué l'hostilité de ses principaux alliés, les milliardaires de la high tech, de négociations incertaines en reculades, elle a provoqué tensions, incohérence, désordre et contre-offensive en particulier de la Chine. Et si Trump peut se féliciter d'avoir imposé ses choix à nombre de pays, non seulement cela n'aura aucune retombée pour le monde du travail si ce n'est l'inflation, la hausse des prix mais ne profitera qu'au capital le temps que la récession mondialisée ne connaisse une brusque aggravation.

Il apparaît à beaucoup que cette guerre commerciale ne vise nullement à défendre les travailleur-es mais bien plutôt à négocier des rapports de force afin de soumettre leurs partenaires à la suprématie et à la volonté des milliardaires américains. Elle a pour corollaire la poursuite des guerres sans fin auxquelles Trump disait mettre un terme, la paix par la force, un autre mensonge cynique qui ne sert qu'à justifier une logique militariste qui connaît divers fronts dans le cadre d'une guerre globale entre la première puissance capitaliste mondiale et ses alliés avec le reste du monde et, aussi, entre eux.

L'ex-ami du prédateur et trafiquant sexuel Epstein est aussi le complice, l'acteur du génocide, des massacres et des déportations des Palestiniens, de l'odieuse guerre par la famine que lui et Netanyahu organisent.

Vers une crise sociale et politique majeure, la menace d'une dictature populiste

L'affaire Epstein est un révélateur d'une déstabilisation inédite de l'appareil de domination politique de la première puissance mondiale. Trump en est le produit. Il est

en même temps le facteur aggravant de cette déstabilisation d'un système décadent contre lequel il prétend gouverner pour flatter les ressentiments, la colère des classes populaires alors qu'il en est la créature guignolesque, parodie du système et de lui-même.

Le milliardaire de l'immobilier, ami et complice d'Epstein, avide de pouvoir et de domination, cynique et sans autre règle que le rapport de force, champion de l'arbitraire, contribue à la déstabilisation des institutions grâce auxquelles il exerce son pouvoir tout en les bafouant pour imposer le fait du prince ou plutôt du voyou mafieux.

Malgré la passivité des Démocrates prisonniers du même système corrompu, à travers tout le pays monte le rejet de Trump. Un Républicain inquiet de la victoire, lors des primaires pour les élections municipales de l'an prochain à New York, de Zohran Mamdani, membre du parti Democratic Socialists of America (DSA), la principale organisation de gauche aux États-Unis au sein du Parti démocrate, disait : « *L'une des raisons pour lesquelles cela se produit est que les gens normaux avec des emplois normaux ne croient plus qu'ils peuvent gagner dans ce système* ».

Steve Bannon, l'ancien conseiller de Trump, l'aile fascisante de Maga, prévoit une défaite électorale aux élections de mi-mandat, en novembre 2026 : « *Vous allez perdre 10 % du mouvement Maga. Si nous perdons 10 % du mouvement Maga maintenant, nous allons perdre 40 sièges, nous allons perdre la présidence.* »

Et c'est bien ce qui pourrait être en route. Le bipartisme fondement de la démocratie dictatoriale du capital américain est miné par des contradictions insolubles à l'heure où la politique d'exploitation, de brigandage mondialisé, de spéculation financière, de guerre sociale, commerciale et militaire de la première puissance mondiale est entre les mains et au service d'une oligarchie de milliardaires de plus en plus restreinte, corrompue, criminelle qui rêve de dominer la planète.

L'affaire Epstein-Trump accroît son discrédit.

Cette oligarchie n'a pas d'autre réponse à sa propre faille que la fuite en avant autoritaire et réactionnaire que porte l'extrême droite fascisante mobilisée et encouragée par Trump. Si ce dernier ne pouvait pas réussir son coup de force, Vance est prêt à prendre le relais en s'appuyant sur tout ce que l'histoire de la prétendue démocratie américaine a produit de violences raciales et sociales, de nationalistes, suprémacistes blancs et masculinistes. La menace que les forces les plus réactionnaires, fascistes qui ont prospéré à l'ombre de Trump puissent postuler au pouvoir devient une réalité.

Cette menace, seuls le prolétariat solidaire des migrants, la jeunesse qui se soulève en solidarité avec le peuple palestinien, les femmes peuvent la mettre en échec en même temps qu'ils se donneront les moyens de s'organiser, de diriger leur mobilisation en rupture avec les Démocrates et les directions syndicales liés à ce système qui après avoir produit Trump engendre un danger fasciste. Une lutte internationaliste pour le socialisme.

Yvan Lemaitre

Nouvelle période du développement capitaliste, financiarisé et mondialisé, quelles perspectives et stratégie révolutionnaires ?

L'article « *Le mouvement révolutionnaire confronté à ses divisions et son passé sur la route de l'unité et d'un parti des travailleur-es* » publié le 20 juillet dans notre Newsletter met en évidence la situation contradictoire dans laquelle se trouve le mouvement révolutionnaire face au moment historique que nous vivons. Handicapé par son passé, du fait des divisions et de l'absence de stratégie d'ensemble qui le paralyse, il porte en même temps une perspective politique on ne peut plus d'actualité, la nécessité et l'urgence d'une révolution sociale mondiale pour mettre fin à la domination d'un mode de production capitaliste devenu sénile, pour la construction d'une société communiste, socialiste.

L'expérience des occasions manquées nous montre que pour dépasser cette contradiction il est nécessaire de définir ce qui nous réunit, le contenu concret que prend le projet révolutionnaire à l'heure du nouveau stade du développement capitaliste que nous connaissons. Cela suppose le considérer comme une perspective stratégique vivante et dynamique, portée par l'évolution des luttes de classes, par la vie réelle et non d'une façon proclamatoire ou dogmatique.

Il s'agit de penser l'actualité concrète de notre projet à partir de la conception matérialiste de l'histoire, en premier lieu de définir la place qu'occupe le capitalisme financiarisé mondialisé dans l'évolution historique et la maturation des conditions objectives et subjectives des prémices de la révolution socialiste mondiale. C'est là que réside l'importance de travailler à définir les caractéristiques nouvelles de la période actuelle non dans une conception linéaire de l'évolution du capitalisme mais à travers les sauts et les ruptures de la lutte de classe. C'est la condition même d'un pas en avant significatif du mouvement révolutionnaire vers son unité et la construction d'un parti des travailleur-es

Cette élaboration appelle un travail militant collectif qui s'inscrit dans la volonté politique de dépasser les divisions héritées du passé. Cet article voudrait y contribuer en soulignant le besoin de nous réapproprier les fondements et la méthode du matérialisme historique, « *la science qui cherche, écrivait Engels, la cause première et la force motrice décisive de tous les événements historiques importants dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes distinctes qui en résulte et dans les luttes de ces classes entre-elles* » ([Anti-Dühring](#), 1878)

Marxisme et théorie de la révolution

Le slogan « *renverser le capitalisme* » sert souvent à résumer le projet révolutionnaire. C'est un raccourci « radical », mais qui ne rend pas compte de la réalité et de la complexité du processus d'une transformation révolu-

tionnaire socialiste mondiale pour remplacer le mode de production capitaliste mondialisé et financiarisé par un nouveau mode de production fondé sur la coopération mondiale des travailleurs et des peuples, le socialisme, le communisme.

Un tel processus suppose des ruptures, des « renversements », expropriation de l'oligarchie financière, désarmement des appareils d'Etat, remplacement du pouvoir politique de la bourgeoisie par la démocratie des travailleurs et des peuples, qui passent par l'appropriation et la prise de contrôle par les travailleurs et la population de l'appareil de production et d'échange existant pour le mettre au service de la satisfaction des besoins de l'ensemble de l'humanité.

Le moteur de ce processus de transition est l'exacerbation de la lutte des classes qui oppose de plus en plus violemment les sommets des classes dominantes aux travailleurs et aux peuples et conduit à poser concrètement la question du pouvoir : qui, des exploiters faillis ou de celles et ceux qui produisent toutes les richesses, contrôlera le fonctionnement de la société ?

Un tel processus repose sur des évolutions de consciences de centaines de millions de prolétaires qui résultent des bouleversements des rapports sociaux et politiques entre les classes dont ils sont eux-mêmes les acteurs à des rythmes qui ne sont pas linéaires. Au sein de ce processus, les communistes constituent la fraction la plus consciente des tâches du prolétariat et de la nécessité de la prise du pouvoir pour construire un nouvel appareil d'Etat démocratique et révolutionnaire, instrument de sa propre disparition et de la naissance d'une société sans classe. Ils sont eux-mêmes le produit de ces bouleversements, acteurs de ce processus d'auto-organisation, au cœur de la lutte des classes dont ils sont partie prenante au même titre que l'ensemble des exploités.

C'est à partir et au cours de ce développement de la lutte des classes que peut s'élaborer et se vérifier collectivement une stratégie révolutionnaire et non dans le cerveau d'on ne sait quel prophète. C'est là qu'interviennent les enseignements indispensables de l'histoire des luttes de classes, de la conception historique de l'histoire, la théorie de la révolution, du marxisme.

« ... le mouvement réel qui abolit l'état actuel »

« *Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes* », écrivent en 1845 Marx et Engels dans [L'idéologie allemande](#). Ils récusent les idées des socialistes utopiques de leur époque : le communisme ne se décrète pas, il ne s'instaurera pas par le haut à partir d'un plan clé en main, concocté par des

cerveaux géniaux... Et ils définissent la perspective communiste comme inscrite dans les évolutions mêmes de la société capitaliste pour insister sur la nécessité d'appréhender les évolutions en cours en tant qu'elles conditionnent le mouvement à un instant donné.

Les sociétés humaines n'évoluent pas selon des plans établis à l'avance, mais selon leur propre logique interne, dont les moteurs sont le développement des forces productives et la lutte des classes. L'histoire est écrite par celles et ceux qui, par leur travail, font progresser les moyens de production et d'échange, changeant leurs conditions de vie, et par la lutte des classes dans laquelle s'affrontent des intérêts contradictoires, eux-mêmes produits de ces évolutions.

Si le capitalisme s'est développé au sein des sociétés féodales avant de se substituer à elles en tant que mode de production dominant à travers les révolutions anglaises et françaises, ses propres évolutions mettent en place les conditions de son propre remplacement révolutionnaire, « *la révolution en permanence* ». Ce concept de « révolution permanente » sera repris et développé plus tard par Trotsky dans *Bilan et perspectives* (1906) où il analyse les mécanismes et les spécificités historiques qui ont conduit à la révolution russe de 1905 et où il développe ses thèses sur le « *développement inégal et combiné* ».

Ce processus de *révolution en permanence*, continu et souterrain, dans les profondeurs des rapports de classes, émerge brusquement sous forme d'explosions révolutionnaires. « *Bien creusé vieille taupe !* » s'exclame Marx dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1851), au lendemain de la révolution de 1848 en France qui voit le prolétariat s'affirmer comme classe révolutionnaire et du *Printemps des peuples* qui avait ébranlé les puissances féodales européennes.

« ... alors s'ouvre une période de révolution sociale »

« À un certain stade de leur développement, écrit Marx dans la *Préface à la Critique de l'économie politique* (1859), les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. »

Les situations révolutionnaires naissent ainsi de l'aggravation de contradictions au sein du système socio-économique en place, contradictions qui apparaissent entre le développement des progrès techniques et scientifiques et l'organisation sociale, les rapports de propriété, et finissent par bloquer leur évolution.

Il ajoute : « *Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.* » C'est à travers ce développement de la lutte de

classe que les conditions objectives et subjectives de la révolution se forment, combinant les évolutions des forces productives, de la lutte des classes et les transformations de la conscience politique au sein des différentes classes dont celle des acteurs de cette révolution, les prolétaires.

Conditions objectives et subjectives sont interdépendantes et agissent réciproquement les unes sur les autres dans un processus qui constitue l'histoire des sociétés humaines. La conscience se construit à partir de l'activité sociale des hommes et de la compréhension qu'ils ont des processus en cours, perspectives historiques dont ils sont porteurs. C'est là que le mouvement révolutionnaire, sa stratégie, trouvent leur place.

De l'utilité d'une périodisation historique...

Cette cohérence, cette continuité dialectique dans la succession de bouleversements profonds, de crises, de guerres et de révolutions, de montées révolutionnaires et de reculs, ont marqué l'évolution du mode de production capitaliste depuis son émergence en tant que mode dominant dès la fin du 18^{ème} siècle en Angleterre et en France, jusqu'à s'imposer au monde entier.

Pour anticiper la suite, la période dont nous sommes les acteurs, nous avons besoin d'inscrire cette nouvelle période dans la courbe du développement du capitalisme - libre-échange, impérialisme, mondialisation libérale, capitalisme financiarisé mondialisé -, afin de comprendre celle du mouvement ouvrier, l'histoire de ses organisations politiques et syndicales, les différentes étapes de la révolution en permanence.

Chacune de ses étapes participe de son renforcement et prépare l'émergence des soulèvements révolutionnaires à venir. La « vieille taupe » n'a jamais cessé de creuser et creuse plus que jamais.

Ce processus, ce sont les prolétaires qui en sont les acteurs, leur niveau de conscience, sa profondeur, sa radicalité, son accomplissement dépendent de la maturation des conditions objectives et subjectives qui se sont formées pendant le recul et qui permettent de comprendre pourquoi ce qui a échoué dans le passé, la révolution socialiste mondiale, reste inscrite dans l'histoire des sociétés humaines.

L'état actuel du monde, caractéristiques de la période, tendances à l'œuvre

Tom Thomas définit le capitalisme contemporain comme « capitalisme sénile » dans son dernier livre « *Anatomie du chaos* »¹, dont le sous-titre, « *La destruction du capitalisme par lui-même* », prolonge d'une certaine façon la formule-titre du livre d'Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*.

Une des premières caractéristiques de la sénilité du capitalisme financiarisé réside non seulement dans le fait qu'il est incapable de mettre fin à la crise globale dans laquelle il est plongé depuis 2007-2008, mais aussi que cette crise ne cesse de s'aggraver, tout autant de par les contradic-

tions inhérentes au système que des mesures prises par les Etats et les institutions financières pour y faire face.

Journaux et télé tiennent au jour le jour l'inventaire des menaces en cours et de leur aggravation, dans leur diversité : chaos guerrier et militariste, guerre commerciale, crise environnementale, creusement des inégalités sociales, menaces sur l'emploi portées par une récession économique qui s'aggrave, menaces de krach, emballement de la dette et menace de crise du crédit, etc...

Ce sont autant de composantes d'une seule et même crise du capitalisme financiarisé mondialisé, inextricablement liées, dont les fondements sont à chercher dans l'infrastructure économique du mode de production capitaliste : les contradictions poussées à leurs limites de son mécanisme d'accumulation.

Une crise majeure d'accumulation...

Pour exister en tant que tel, le capital a besoin de trouver en permanence de nouveaux terrains d'investissements. L'accumulation capitaliste est ainsi faite de rotations incessantes de capitaux qui, en accumulant les profits, prospèrent et embellissent. Tout est bon pour cela, commerce, crédit, spéculation sur les marchés financiers, production de biens et de services...

Mais seul ce dernier type d'investissement produit des richesses nouvelles. D'une part le produit en tant que tel, qui répond à un besoin (sa valeur d'usage). D'autre part le salaire des travailleurs et le profit qu'en tire le capitaliste, produit du travail non payé au salarié, le salaire ne faisant qu'assurer l'entretien et la reproduction de la force de travail que le salarié vend au capitaliste comme une marchandise. Ce dernier accapare le surplus, la plus-value qui constitue le profit, lequel vient grossir le capital de départ.

Mais pour que l'accumulation de ces capitaux « productifs » se produise sans heurts, il faudrait qu'à chaque cycle de production, le capital grossi de son profit puisse s'investir de nouveau dans le processus de production et d'échange. Cela supposerait une augmentation proportionnelle des capacités de production, de la production elle-même et du marché solvable capable de l'absorber. Cela s'avère impossible. Les capacités d'absorption de capitaux nouveaux par l'appareil de production et d'échange croissent beaucoup moins vite que la masse de ces capitaux nouveaux. Si dans le passé, le capital a surmonté cette contradiction par une expansion géographique qui a donné naissance au colonialisme et à l'impérialisme, aujourd'hui, avec la mondialisation, il atteint ses limites géographiques.

Les multinationales et les Etats à leur service ne se battent plus aujourd'hui pour la domination et le partage territorial comme au temps de l'impérialisme mais pour le partage de la plus-value produite à l'échelle mondiale par le prolétariat. La lutte n'en est que plus féroce.

Les capitaux « surnuméraires » se placent ailleurs, sur des marchés spéculatifs, bourses, matières premières, marché des changes, etc. Ces marchés sont des jeux de ca-

sino où les gains des uns sont faits des pertes des autres. La valeur des titres qui s'y échangent est le produit de l'offre et de la demande. Un jeu dans lequel des sommets délirants peuvent être atteints, comme ceux des valeurs boursières des GAFAM. Mais ces fortunes, qui reposent sur ce que Marx appelle des « capitaux fictifs », peuvent aussi s'effondrer du jour au lendemain, au gré de l'éclatement des bulles spéculatives, de l'humeur versatile des « marchés ».

En résulte un des aspects de la sénilité du capitalisme actuel, l'hypertrophie sans précédent des marchés spéculatifs et les menaces que cela fait peser sur l'ensemble du processus économique, en particulier celle de krachs boursiers ou de « crises de la dette ». Cela ne signifie pas que nous soyons à la veille d'un remake de la crise de 29, un effondrement boursier majeur qui avait plongé l'économie mondiale dans une longue période de récession, mais que la société est déjà engagée dans une récession chronique mondiale que différents épisodes boursiers, monétaires, financiers ou commerciaux viendront approfondir. C'est de ces convulsions que surgiront les confrontations révolutionnaires en gestation.

La crise d'accumulation s'accompagne aujourd'hui d'une tendance chronique à la récession, assortie d'une baisse sans précédent de la croissance de la productivité horaire du travail du point de vue du capital. Cet indice des statistiques officielles est calculé à l'échelle d'une entreprise en divisant le chiffre d'affaires par le nombre d'heures de travail correspondant, pour un pays en divisant le PIB par le nombre d'heures de travail correspondant.

Cette chute de croissance de la productivité paraît paradoxale alors que les moyens de production n'ont jamais été aussi efficaces, que jamais un homme ou une femme n'a produit autant en si peu de temps. Il suffit de très peu de travail humain pour produire les moyens de subsistance nécessaires, c'est le résultat des progrès techniques, de l'évolution des forces productives.

Mais il y a un envers au décor du point de vue de l'accumulation capitaliste : moins il faut de temps de travail pour produire ce qui est nécessaire, et moins il y a de plus-value à gratter pour le capital. C'est là que réside la cause profonde de la crise d'accumulation actuelle, dans l'épuisement des sources de plus-value relativement aux masses gigantesques de capitaux disponibles. C'est l'aboutissement de ce que Marx appelait la « *baisse tendancielle du taux de profit* ».

Confronté à la concurrence, chaque capitaliste tente de baisser ses coûts de revient en modernisant ses équipements et en diminuant le coût du travail. Mais ce faisant, le capital investi augmente tandis que la source de plus-value diminue. C'est un processus inhérent à la logique même du capitalisme qui, au fil des décennies d'évolution, a conduit à sa propre asphyxie. Baisse de la croissance de la productivité horaire du travail ou baisse tendancielle du taux de profit sont une des manifestations concrètes et actuelles de la contradiction entre le développement des forces productives matérielles et la propriété privée des

moyens de production et d'échange. C'est le résultat d'un processus irréversible, du travail de sape de long terme de notre vieille taupe qui arrive aujourd'hui à ses dernières limites.

Impuissantes face à ce phénomène, les classes dominantes y répondent par une fuite en avant qui exacerbe les contradictions et génère le chaos :

- Par l'accentuation de la guerre de classe, pour arracher toujours plus de plus-value absolue en mobilisant tous les éléments de coercition étatique : répression, régression démocratique, politique du diviser pour régner, militarisation des esprits...
- Par l'exacerbation du pillage de la planète. C'est open bar sur les ressources, au total mépris des conséquences climatiques dont certaines sont déjà irréversibles.
- Par l'exacerbation de la guerre commerciale, qui débouche sur la guerre tout court, les Etats et leurs armées au secours des profits des multinationales qui les dirigent, dans un contexte géopolitique profondément nouveau.

La mondialisation financiarisée ou les limites ultimes du capitalisme

Dès la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, les Etats-Unis, devenus première puissance impérialiste mondiale, imposaient leur hégémonie militaire, économique et monétaire. Dans l'Europe de l'Ouest détruite par la guerre, la reconstruction financée par le capital US générait une période de croissance, les Trente glorieuses, qui s'achevaient sur la crise dite « des années 1970 », un effondrement des taux de profit.

Dans le même temps, la vague de révolutions de libération nationale avait balayé en trois décennies les empires coloniaux, en particulier anglais et français. C'était la fin du monde impérialiste, le moment de l'émergence de nouveaux Etats capitalistes formellement indépendants bien que toujours soumis, pour une part, à la domination des anciennes puissances impérialistes.

Paradoxalement, cette destruction des empires coloniaux allait permettre aux profits des anciennes puissances impérialistes de retrouver une phase de croissance, une sortie de la crise des années 70. Leurs capitaux en quête de placements rentables allaient désormais pouvoir s'investir hors de leurs frontières et bénéficier des surprofits tirés de l'exploitation d'une main d'œuvre bien moins chère que dans leur propre pays. Les bases étaient ainsi constituées pour que se développent de nouvelles formes de l'appareil de production et d'échange mondial ainsi que du contrôle financier de l'économie.

On entrait dans l'ère des multinationales et de la mondialisation, tandis que le pouvoir financier, concentré entre les mains d'une oligarchie financière peu nombreuse et de plus en plus riche s'imposait dans tous les pores de la société. Mondialisation et financiarisation allaient s'étendre à toute la planète avec la désintégration du « Bloc de l'Est » et la dissolution de l'Union soviétique

entre 1988 et 1991. Pour les thuriféraires du capitalisme, c'était « *la fin de l'histoire* », la victoire du capitalisme, matérialisée dans la puissance hégémonique des USA, le « super-impérialisme » imposant sa pax americana à la planète entière pour mieux en piller, avec ses vassaux occidentaux, les ressources et le travail.

C'était une ère de guerre de classe violente où les classes ouvrières des vieilles puissances industrielles, mises en concurrence avec les classes ouvrières surexploitées des pays « émergents » ou « en développement », ont subi reculs sociaux sur reculs sociaux sur fond de désindustrialisation de leurs pays. Les initiateurs de cette politique furent Thatcher en Angleterre, Reagan aux USA, et un peu plus tard ici, Mitterrand et l'Union de la gauche.

Du point de vue des profits d'une minorité, c'était la « *mondialisation heureuse* », portée par l'exploitation d'une nouvelle classe ouvrière peu coûteuse et dépourvue de droits soumise à des dictatures nationalistes. Cette recrudescence des profits industriels s'accompagnait d'un développement sans précédent des marchés financiers et de ladite « industrie de la dette », des occasions pour des capitaux de plus en plus surnuméraires de spéculer à tout va... Jusqu'au déclenchement de la crise mondiale de 2007-2008.

2007-2009, un moment de bascule dans l'évolution du capitalisme mondialisé

La crise de 2007-2009, déclenchée par la faillite d'un secteur spéculatif de l'immobilier aux USA, était l'aboutissement de la financiarisation de l'économie mondiale instrument de la lutte pour l'appropriation et le partage de la plus-value. Produit des contradictions qui s'étaient accumulées au fil des années masquées par l'euphorie spéculative, cette crise du secteur financier US mettait au grand jour le degré de globalisation atteint par le système économique mondial. La crise de 2007-2009 touchait tous les pays, leurs banques, leurs Bourses, mais aussi tous les secteurs économiques. C'était une crise mondiale et globale qui marquait l'entrée dans une longue période de stagnation-récession économique mondiale, premiers symptômes de la crise d'accumulation qui n'a cessé depuis de s'approfondir.

Face au risque de faillite généralisée du système financier miné par des dettes insolubles, les Etats et les institutions financières (FMI, Banques centrales) volaient à son secours en le mettant sous perfusion. Des milliards de milliards ont été ainsi mis au fil des années à disposition des banques, des compagnies d'assurance, des holdings financières des multinationales. La justification officielle était de relancer l'économie en panne, mais dans le contexte d'épuisement de la croissance de la productivité du travail, l'essentiel de ces capitaux ne pouvaient servir qu'à entretenir les profits écornés par la stagnation économique et à précipiter des masses encore plus considérables de capitaux surnuméraires dans les opérations spéculatives, tandis que les taux d'endettement s'envolaient. Ces remèdes ne pouvaient qu'aggraver le mal tout en se montrant impuissants à relancer la machine à profits

industriels, mettre fin au ralentissement de la croissance économique mondiale. Il en découlait inévitablement une accentuation de la concurrence entre les grandes multinationales qui se partagent les marchés internationaux avec le soutien actif des Etats mais aussi l'ensemble des pays capitalistes de la planète entraînés dans cette sinistre sarabande.

Concurrence économique, militarisme et guerre

Aux lendemains de la crise de 2007-2009, le monde découvrait que la Chine, considérée pendant des années comme « l'usine du monde », était devenue la 2^{ème} puissance capitaliste mondiale, avec ses propres multinationales, mais aussi une base scientifique et technique de premier plan menaçant l'hégémonie jusque-là indiscutée des USA.

Obama lançait alors l'offensive commerciale contre la Chine, poursuivie ensuite, en l'aggravant, par Trump, Biden, et de nouveau Trump, à coup de normes imposées à certains produits importés de Chine, de droits de douanes, d'interdiction de lui en vendre d'autres à haute technologie, telles les puces électroniques, etc. Des mesures qui sont de fait des facteurs de récession supplémentaires dans une économie mondiale déjà déprimée.

Par ailleurs, les ex-colonies désormais intégrées au marché capitaliste mondial trouvent des degrés de liberté pour faire valoir leurs propres intérêts. Dans les pays dits « en développement » qui disposent de ressources naturelles susceptibles d'exciter les appétits des puissances grandes ou moyennes, anciennes et « émergentes », chaque Etat national et les classes dominantes qu'il représente dispose ainsi d'une marge de manœuvre pour mettre en concurrence ses prédateurs, en tirer la plus grande rente possible. C'est un jeu qui remet de plus en plus en cause l'accès jusqu'alors sans borne des grandes et moyennes puissances capitalistes aux ressources matérielles de la planète et exacerbe la guerre commerciale qu'elles se livrent.

Guerre pour un nouveau leadership mondial dans la continuité des deux premières guerres mondiales ou chaos militariste ?

Les médias se font le relai d'une propagande chauvine et militariste qui pose comme une évidence la nécessité du « réarmement » face à diverses menaces : Poutine menaçant l'Europe, la Chine Taiwan, l'Iran et sa menace nucléaire, etc. Des budgets sans précédents sont alloués à ce réarmement, au grand bonheur des marchands de canons. Mais le but de ce réarmement n'est pas seulement d'assurer les profits des actionnaires des entreprises d'armement. Derrière cette folie, il y a la conscience de la part des classes dominantes et de leur personnel politique que l'aggravation de la situation globale, de la guerre commerciale, conduit inexorablement à la guerre tout court et qu'il leur faut s'y préparer sur le plan des moyens comme sur celui des esprits, par leur propagande nationaliste et militariste.

La propagande officielle occidentale voudrait justifier la montée militariste et belliciste actuelle par la menace que représenteraient la Chine, la Russie et leurs éventuels alliés. Nous serions confrontés à la menace d'une marche vers une troisième guerre mondiale, une sorte de remake des deux grandes guerres du XX^{ème} siècle.

Rien ne peut certes être écarté, mais la réalité est tout autre. La configuration mondiale actuelle est radicalement différente de celle qui avait précipité le monde dans les deux premières guerres mondiales. Il s'agissait alors de guerres pour un repartage du monde colonisé entre une demi-douzaine de « *brigands impérialistes* ». Des guerres dans lesquelles ces derniers avaient entraîné de force les peuples de leurs colonies dans le massacre généralisé.

Aujourd'hui, au stade du capitalisme financiarisé mondialisé, multinationales et Etats se livrent une guerre économique, commerciale et militaire sans merci pour s'approprier les parts de marchés, l'accès aux matières premières et la répartition, le partage de la plus-value produite par le prolétariat mondialisée. Les USA, le pays le plus puissant mais aussi le plus miné par la crise globale, est prêt à mettre la planète à feu et à sang pour s'opposer au recul de sa mainmise sur le monde, la chute de son éphémère et illusoire piédestal de « super-impérialisme », déterminé à ruiner ses concurrents ou à les contraindre par les armes. Les puissances européennes, minées elles-aussi par la crise, cherchent vainement à échapper à leur vassalisation en s'engageant dans une course mortifère à l'armement qui ne peut que précipiter leur ruine. Les puissances capitalistes émergentes, les anciennes colonies, désormais parties prenantes du capitalisme mondialisé, sont emportées dans la même folie militariste, tentant de trouver leur place de puissances régionales à travers le jeu incertain des alliances. Elles n'ont pas davantage les moyens d'échapper à l'exacerbation des contradictions du capitalisme financiarisé mondialisé, quel que soit leur degré de développement.

C'est pourquoi il existe aujourd'hui une multiplicité de conflits dans lesquels se jouent des rapports de force complexes, des intérêts multiples qu'aucune des « grandes puissances », USA ou Chine, n'est en mesure de fédérer autour d'elle. On est au contraire face à une intensification et une multiplication de guerres intra et inter-étatiques.

Le monde est déjà dans un état de guerre en quelque sorte « multipolaire », un chaos militariste dont la barbarie et les capacités de destruction, décuplées par l'utilisation massive des dernières technologies - sans d'ailleurs que le risque nucléaire puisse être exclu -, n'ont rien à envier aux guerres du siècle passé. Un chaos qui ne peut que s'aggraver et qui est une autre illustration de la marche du capitalisme à son auto destruction. Un chaos qui n'a d'issue que dans le refus massif des travailleurs et des peuples à s'y laisser entraîner, conscients que l'ennemi est dans leur propre pays.

Fonder notre stratégie sur la marche à la faillite du capitalisme, sa décomposition, son autodestruction, conditions objectives et subjectives d'un processus révolutionnaire mondialisé vers le communisme

Polémiquant avec les réformistes, Rosa Luxemburg écrivait en 1898 dans [Réforme sociale ou révolution ?](#) : «... ou bien la transformation socialiste est la conséquence [...] des contradictions internes du régime capitaliste et alors en même temps que ce régime se développent également les contradictions qu'il contient, d'où il résulte qu'un écroulement de ce régime, sous telle ou telle forme, est le résultat inévitable [...]. Ou bien les « moyens d'adaptation » sont réellement en état d'empêcher un écroulement du capitalisme et de rendre par conséquent le capitalisme capable de se maintenir en vie, donc de supprimer ses contradictions, mais alors le socialisme cesse d'être une nécessité historique et il est alors tout ce qu'on veut sauf le résultat du développement matériel de la société ».

Rosa Luxemburg reprend ici le processus révolutionnaire défini par Marx, la *révolution en permanence*. Elle oppose cette « *théorie de l'écroulement* » aux thèses des réformistes pour qui le capitalisme aurait développé des « *moyens d'adaptation* » le rendant capable de trouver une issue à chacune de ses crises, quelle qu'en soit la gravité. C'est une remise en cause de la théorie révolutionnaire.

Le mouvement révolutionnaire est dans la même position que Rosa Luxemburg et le mouvement ouvrier alors que se formait l'impérialisme, comme le montrent les révoltes sociales d'ampleur qui se multiplient depuis les révolutions arabes de 2011. Remettre à plus tard, éluder la question en minimisant la gravité de la situation ou en arguant que le capitalisme finit toujours par s'en remettre revient d'une certaine façon à faire comme les réformistes que combattait Rosa, remettre en cause la théorie révolutionnaire.

Il est au contraire indispensable de considérer « *l'état actuel* » dans une perspective historique globale. Un processus global dans lequel chaque moment de révolution (1848, 1871, 1905, 1917 et les années 1920-1930, mais aussi les révolutions coloniales ainsi que les révoltes sociales qui se multiplient depuis la crise de 2007-2009) doit être vu non pas comme un échec ou comme une révolution « imparfaite » à l'aune d'une révolution d'Octobre mythifiée, mais comme une étape de ce processus global, une manifestation de ses progrès. Non pas du point de vue de la capacité du capitalisme à surmonter ses phases de crise profonde (ses « *moyens d'adaptation* ») mais du point de vue de la maturation des conditions de la révolution socialiste mondiale.

C'est l'attitude de Lénine quand il écrit [L'impérialisme stade suprême du capitalisme](#). Son analyse des causes de la crise catastrophique que représentent la guerre de 1914 et la faillite de la social-démocratie le conduit à considérer

que le capitalisme, à son stade impérialiste, est non seulement empêtré dans des contradictions insurmontables, mais qu'il a aussi réuni les bases matérielles d'une société d'un ordre supérieur, le socialisme. La stratégie défendue par Lénine et Trotsky qui en découlait, fondée sur le rôle du prolétariat pour balayer le tsarisme et le féodalisme en Russie en prenant le pouvoir pour engager la lutte pour le socialisme à l'échelle mondiale, se vérifia à travers Octobre 17 et la fondation de la troisième Internationale.

Avec le recul, on pourrait dire que l'hypothèse de Lénine et Trotsky sur la maturité des conditions objectives et subjectives de la révolution socialiste mondiale s'est avérée fausse. Ce serait faire l'impasse sur le fait que rien n'est écrit d'avance, que la victoire et la défaite ne sont pas les conséquences automatiques des conditions objectives, mais celles des affrontements de classe, des rapports de force, des stratégies mises en œuvre. Des affrontements qui, au cours de l'entre-deux guerres, entre révolutions trahies et instauration du fascisme, ont au contraire démontré la justesse de leur analyse sur l'état de faillite du capitalisme dans sa phase impérialiste. Un combat pour le pouvoir, remporté par la bourgeoisie à travers deux décennies de guerre de classe à la vie à la mort.

Les puissants mouvements de cette période, révolutions allemandes et chinoises, lutte contre le fascisme, juin 36 en France, la révolution espagnole, etc., constituent une expérience considérable et démontrent les capacités du prolétariat à transformer le monde, à poursuivre l'œuvre engagée en 1917.

Aujourd'hui, au stade sénile du capitalisme financiarisé mondialisé, nous sommes devant une période de guerres et de révolutions produit de l'exacerbation des contradictions du capitalisme, contradiction entre la propriété privée financière et la socialisation mondiale de la production.

Cette exacerbation ferme toute possibilité au capitalisme de retrouver une période de développement et crée les conditions mêmes d'une société basée sur la coopération des travailleurs et des peuples, conditions qui, dans le passé, se sont avérées insuffisamment développées.

En étendant ses chaînes de valeur sur toute la planète, le capitalisme financiarisé mondialisé a mis en place une division internationale du travail, une socialisation des moyens de production sans précédent. C'est un pas fondamental vers la coopération internationale des travailleurs.

Aujourd'hui, quelque 150 multinationales contrôlent, directement ou indirectement, l'essentiel des activités économiques de la planète. La question de leur expropriation, de leur passage sous contrôle des travailleurs ne pose aucun problème technique, c'est un problème politique. Ce faisant, c'est la quasi-totalité de l'appareil de production et d'échange mondial qui passerait sous le contrôle des travailleurs qui auraient ainsi les moyens de mettre en œuvre à leur profit les considérables progrès dont ils sont les acteurs. Dont en particulier la diminution considérable du temps de travail social nécessaire qui, en répartissant

le travail réellement utile entre toutes et tous, libérerait le temps nécessaire à se cultiver, à participer à la gestion des affaires communes.

La financiarisation de l'économie, la concentration entre quelques mains des flux de capitaux régissant le fonctionnement de l'ensemble de l'économie est aussi un atout fondamental : en expropriant les actionnaires des institutions financières, en socialisant l'ensemble de celles-ci dans une sorte de super banque centrale mondiale placée sous leur contrôle démocratique, les « producteurs associés » disposeront des leviers leur permettant de planifier les productions, en fonction des besoins, tout en mettant en œuvre les mesures indispensables pour faire face à la crise environnementale, pour « réparer » la nature.

A cœur de ces transformations se trouve la classe ouvrière, une classe ouvrière qui a connu une croissance sans précédent en termes numériques comme de son niveau de culture, résultat de sa confrontation aux technologies modernes qu'elle crée par son travail.

Elle est au centre des grandes révoltes populaires qui marquent la période depuis les printemps arabes de 2011 du combat pour la transformation révolutionnaire de la société.

Dans [*La maladie infantile du communisme, le gauchisme*](#), Lénine écrivait en 1920 : « *La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX^e siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher.* »

Nous sommes probablement au seuil d'un de ces moments de l'histoire où « ceux d'en bas ne veulent plus » et « ceux d'en haut ne peuvent plus ».

C'est ce qui fonde les perspectives, la stratégie révolutionnaires et souligne la nécessité de penser la nouvelle période à laquelle le mouvement ouvrier est confronté non en regardant dans le rétroviseur, l'histoire ne se répète pas, mais bien comme une nouvelle phase du capitalisme, sa phase ultime, qui ouvre de nouvelles possibilités au mouvement ouvrier.

Daniel Minvielle